

Acheteur Public
Office National des Combattants et des Victimes de Guerre
Hôtel National des Invalides
129 rue de Grenelle - Escalier B
CS 70780
75700 PARIS CEDEX 07

MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

**RENOVATION DU CARRE MILITAIRE
AU CIMETIERE DE MONTAUBAN**

2 LOTS

Cahier des Clauses Administratives Particulières

C.C.A.P commun à l'ensemble des lots

SOMMAIRE

Article 1 – Généralités	4
1.1- <i>Caractéristiques principales du marché</i>	4
1.1-1. Objet	4
1.1-2. Organisation de l'achat	4
1.1-3. Durée	4
1.1-4. Mise en œuvre du marché des marchés	5
1.2- <i>Intervenants</i>	6
1.2-1. Acheteur	6
1.2-2. Titulaire	6
1.2-3. Autres intervenants	7
1.3- <i>Pièces constitutives</i>	7
1.4- <i>Obligations générales d'exécution</i>	8
1.4-1. Protection des données – RGPD	8
1.4-2. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	8
1.4-3. Protection de l'environnement, sécurité et santé	8
1.4-4. Assurances	8
1.4-5. Documents à produire en cours d'exécution	9
Article 2 – Prix et règlement	9
2.1- <i>Prix du marché</i>	9
2.1-1. Caractéristiques des prix	9
2.1-2. Contenu des prix	9
2.1-3. Variation des prix	10
2.1-4. Prix nouveaux	11
2.2- <i>Modalités de règlement</i>	11
2.2-1. Avance	11
2.2-2. Garanties financières	11
2.2-3. Répartition des paiements	11
2.2-4. Demandes de paiement mensuelles	12
2.2-5. Acomptes mensuels	12
2.2-6. Demande de paiement finale	12
2.2-7. Décompte général – solde	13
2.2-8. Mode de règlement	14
Article 3 – Délais – Pénalités	14
3.1- <i>Délais</i>	14
3.2-1. Délais d'exécution	14
3.2-2. Prolongation des délais	15
3.2- <i>Pénalités</i>	16
3.2-1. Pénalités pour retard	16
3.2-2. Exonération des pénalités de retard	16
3.2-3. Plafonnement des pénalités de retard	16
3.2-4. Condition d'application des pénalités de retard	17
3.2-5. Autres pénalités	17
3.2-6. Recouvrement des pénalités	18
3.3- <i>Retenues</i>	18

Article 4 – Réalisation des ouvrages.....	18
4.1- Clause environnementale.....	18
4.2- Caractéristiques des matériaux et produits	18
4.2-1. Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits	18
4.2-2. Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	18
4.3- Préparation et coordination des travaux.....	18
4.3-1. Période de préparation – programme d’exécution des travaux	18
4.3-2. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	19
4.3-3. Registre de chantier	20
4.4- Études d’exécution	20
4.5- Installations de chantier.....	20
4.6- Dispositions particulières à l’achèvement du chantier.....	21
4.6-1. Gestion des déchets de chantier.....	21
4.6-2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	21
4.6-3. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux	21
4.7- Documents fournis après exécution	21
Article 5 – Réception et garanties.....	21
5.1- Garantie - durée.....	22
5.1-1. Garantie de parfait achèvement	22
5.1-2. Garantie des végétaux.....	22
5.1-3. Garanties particulières	22
Article 6 – Réexamen - Résiliation du marché.....	22
6.1- Clause de réexamen	22
6.2- Résiliation	22
Articles 7 – Différends	23
Article 8 – Dérogations au CCAG-Travaux.....	23

Article 1 – Généralités

1.1- Caractéristiques principales du marché

1.1-1. Objet

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent la rénovation du carré militaire du cimetière de Montauban.

Adresse du lieu d'exécution : 18 rue de l'Égalité 82000 Montauban

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.1-2. Organisation de l'achat

1.1-2.1. *Allotissement*

L'opération est décomposée en 2 lots.

N° du lot	Désignation du lot
1	Maçonnerie générale
2	Aménagement paysager

Le lot principal est le lot 1.

Le titulaire atteste avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces des deux lots et en conséquence intégrer dans son offre la notion d'interface afin que l'ouvrage puisse être réalisé dans son intégralité selon les règles de l'art et de sécurité.

1.1-2.2. *Tranches*

En application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique, les prestations font l'objet de marchés à tranches optionnelles définies comme suit :

Tranche	Désignation	Lot
Ferme	Rénovation du trapèze G1	1 et 2
Optionnelle n°1	Rénovation du trapèze C1	
Optionnelle n°2	Rénovation du trapèze E1	
Optionnelle n°3	Rénovation du trapèze C3	
Optionnelle n°4	Rénovation du trapèze L	
Optionnelle n°5	Rénovation des monuments et des mâts	1

1.1-3. Durée

1.1-3.1. *Durée globale*

Chaque marché est conclu pour une période débutant à la date de démarrage de la période de préparation fixée à l'ordre de service et s'achèvera à l'issue du délai de garantie de la dernière tranche affermie.

1.1-3.2. Délai d'exécution des tranches

Le délai d'exécution de l'opération (toutes tranches confondues) est de 16 mois à compter de de l'ordre de service n° 1, dont 1 mois de préparation.

La date prévisionnelle envisagée de début d'exécution est fixée au mois de février 2025.

Le délai d'exécution des tranches est défini comme suit :

Tranche	Délai d'exécution	Année d'exécution
Ferme	2,5 mois (dont 1 mois de préparation)	2025
Optionnelle 1	2 mois	2025
Optionnelle 2	1 mois	2025
Optionnelle 3	1 mois	2025
Optionnelle 4	1 mois	2025
Optionnelle 5	1 mois	2025

Le délai est décompté à partir de la notification des marchés pour la tranche ferme et à compter de la date fixée dans la décision de l'ONACVG d'affermir la tranche pour chaque tranche optionnelle.

En cas de non affermissement d'une tranche, le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité.

1.1-4. Mise en œuvre du marché des marchés

1.1-4.1. Modalités de communication

Les parties au marché communiqueront entre elles :

- directement au titulaire contre récépissé daté et signé,
- par lettre recommandée avec accusé de réception postale,
- via le profil acheteur et dans les conditions fixées à l'article 3.1.2 du CCAG-Travaux,
- par courrier électronique avec accusé de réception. Dans le cas où cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, celui-ci sera invité à accuser réception pour valoir notification. À défaut d'accusé de réception, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à l'issue d'un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi du courrier électronique.

À cette fin, le titulaire fournira en début de marché une adresse de courrier électronique valide.

1.1-4.2. Ordres de services

L'exécution du marché sera réalisée au moyen d'ordres de service.

L'ordre de service n° 1 est celui qui fixe la date de démarrage de la période de préparation.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du C.C.A.G.-Travaux, l'exécution des travaux démarre à l'issue de la période de préparation.

Les ordres de service sont datés, numérotés notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part à l'exception des cas prévus aux articles 3.8.2, 13.6, 14.2.2 et 50.21 du C.C.A.G.-Travaux.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement qui a, seul, compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

1.2- Intervenants

1.2-1. Acheteur

1.2-1.1. Maître d'ouvrage

L'Office National des Combattants et Victimes de Guerre est maître d'ouvrage.

1.2-1.2. Assistant à maîtrise d'ouvrage

Les coordonnées des assistants à maîtrise d'ouvrage, collaborateurs internes représentant la maîtrise d'ouvrage, sont :

- M. Geoffroy CAVAGNAC, Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage
Tél : 07.61.93.72.16
Mél : geoffroy.cavagnac@onacvg.fr
- M. Jim PONTY, Chef de secteur de Bordeaux, secteur des sépultures de guerre
Tél : 06.43.63.25.45
Mél : jim.ponty@onacvg.fr.

1.2-2. Titulaire

1.2-2.1. Représentant du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du C.C.A.G.-Travaux, le ou les personnes physiques habilitées à représenter le titulaire ont été désignées au mémoire justificatif de l'offre.

Le titulaire prévoit pendant toute la durée du chantier la présence d'au moins un interlocuteur disposant d'une maîtrise suffisante de la langue française pour recevoir et communiquer aux autres personnels les instructions liées à l'exécution du chantier et tout particulièrement celles relatives à la sécurité des travailleurs et à la réglementation sociale du Code du Travail.

1.2-2.2. Modification affectant le titulaire

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.2 du C.C.A.G.-Travaux.

Le titulaire s'engage à exécuter la prestation par les intervenants désignés dans le mémoire justificatif de l'offre.

Tout nouvel intervenant doit faire l'objet d'une approbation par la personne publique.

En cours d'exécution du marché, en cas de remplacement d'un intervenant, le titulaire doit proposer à l'ONACVG un profil équivalant tant sur le plan de l'expérience que de la qualification. Le profil du nouvel intervenant doit être validé par l'ONACVG avant toute intervention.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai de deux semaines courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur refuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de deux semaines pour proposer un autre remplaçant.

1.2-2.3. Conditions relatives au groupement

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire.

1.2-2.4. Conditions relatives à la sous-traitance

Le titulaire peut recourir à la sous-traitance à condition de l'avoir déclarée et avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par la maîtrise d'ouvrage.

En précision à l'article 3.6 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire dispose d'un délai maximum de 15 jours pour communiquer les coordonnées de la personne habilitée à représenter le sous-traitant.

1.2-3. Autres intervenants

En cas d'intervention d'un contrôleur technique ou d'un coordonnateur pour la sécurité et la protection de la santé, leurs coordonnées seront communiquées au(x) titulaires(s) avant le début de la période de préparation.

1.2-3.1. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'ONaCVG.

1.2-3.2. Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier (OPC)

La mission est assurée les représentants de l'ONaCVG qui fixeront les dates et horaires des réunions de chantier sur le site auxquelles le titulaire est tenu d'assister.

Les représentants sont :

- M. Geoffroy CAVAIGNAC, Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage
Tél : 07.61.93.72.16
Mél : geoffroy.cavaignac@onacvg.fr
- M. Jim PONTY, Chef de secteur de Bordeaux, secteur des sépultures de guerre
Tél : 06.43.63.25.45
Mél : jim.ponty@onacvg.fr.

1.3- Pièces constitutives

Cet article déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Les pièces constitutives de chaque marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ;
- le cahier des clauses administratives particulières commun aux deux lots (CCAPC) ses éventuelles annexes ;
- le calendrier prévisionnel jusqu'à accord sur le calendrier détaillé d'exécution ;
- le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par arrêté du 30/03/21 ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci s'y réfère ;

- le Fascicule 35 du cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil « Aménagements paysagers, aires de sports et de loisirs de plein air » ;
- l’offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché ;
- les normes, règlements de sécurité, code du travail, règlements sanitaires, normes des services concédés.

1.4- Obligations générales d’exécution

1.4-1. Protection des données – RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s’engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel (loi N° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « loi informatique et libertés » en vigueur, modifiée notamment par la loi N° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et transposant en droit français le règlement (UE) N° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018)

Le cas échéant, avant la mise en œuvre par le titulaire, pour le compte du maître d’ouvrage, d’un traitement comportant des données à caractère personnel, un avenant doit être conclu au présent marché pour définir à minima les obligations des parties et les conditions relatives au traitement.

1.4-2. Protection de la main d’œuvre et conditions de travail

Conformément à l’article 6 du CCAG-Travaux, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d’œuvre et de conditions de travail.

1.4-3. Protection de l’environnement, sécurité et santé

Conformément à l’article 7 du CCAG-Travaux, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de l’environnement, sécurité et santé.

1.4-4. Assurances

1.4-4.1. Entreprise

Conformément à l’article 8 du C.C.A.G.-Travaux, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d’exécution de celui-ci, le titulaire unique ou le mandataire et ses cotraitants doivent justifier au moyen d’une attestation établissant l’étendue de la responsabilité garantie, qu’ils sont titulaires :

- d’une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d’accidents ou de dommages causés par l’exécution des prestations objet du marché,
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s’inspirent les articles L. 241-1 et L. 243-2 du Code des Assurances.

À tout moment durant l’exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations en cours de validité, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Commenté [p1]: 1.1-Article L.243-1-1 code des assurances

I.-Ne sont pas soumis aux obligations d'assurance édictées par les articles L. 241-1, L. 241-2, et L. 242-1 les ouvrages maritimes, lacustres, fluviaux, les ouvrages d'infrastructures routières, portuaires, aéroportuaires, héliportuaires, ferroviaires, les ouvrages de traitement de résidus urbains, de déchets industriels et d'effluents, ainsi que les éléments d'équipement de l'un ou l'autre de ces ouvrages.

Les voiries, les ouvrages piétonniers, les parcs de stationnement, les réseaux divers, les canalisations, les lignes ou câbles et leurs supports, les ouvrages de transport, de production, de stockage et de distribution d'énergie, les ouvrages de stockage et de traitement de solides en vrac, de fluides et liquides, les ouvrages de télécommunications, les ouvrages sportifs non couverts, ainsi que leurs éléments d'équipement, sont également exclus des obligations d'assurance mentionnées au premier alinéa, sauf si l'ouvrage ou l'élément d'équipement est accessoire à un ouvrage soumis à ces obligations d'assurance.

II.-Ces obligations d'assurance ne sont pas applicables aux ouvrages existants avant l'ouverture du chantier, à l'exception de ceux qui, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles.

Commenté [p2]: Si ouvrages non soumis à obligation d'assurance en raison des dispositions de l'article 243-1-1, le MOA peut toutefois exiger une assurance décennale, mais doit l'indiquer dans le CCP.

1.4-4.2. Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est son propre assureur.

Cependant, il est titulaire d'une assurance en responsabilité civile.

Le maître d'ouvrage ne souscrira pas à un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD), ni à une police unique de chantier (PUC), ni à l'option tout risque chantier (TRC).

1.4-5. Documents à produire en cours d'exécution

Conformément à la réglementation en vigueur, le titulaire, ou chacun des membres du groupement, ainsi que, le cas échéant, chacun des sous-traitants, devra produire, TOUS LES 6 MOIS, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents ci-après.

En cas de retard dans la production de ces documents le titulaire est passible des pénalités de retard prévues à l'article 3.2-1 ci-dessous.

En cas d'inexactitude ou de non production de ces documents, le marché pourra être résilié.

Documents fiscaux et sociaux :

- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) en France, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique, et notamment : les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le titulaire a satisfait à ses obligations fiscales (impôt sur le revenu ou impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) et sociales.
- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) à l'étranger, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique.

Liste nominative des salariés étrangers :

Conformément aux articles D. 8254-1 à 6 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du Travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Article 2 – Prix et règlement

2.1- Prix du marché

2.1-1. Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont rémunérées par application d'un prix global forfaitaire, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

2.1-2. Contenu des prix

Les prix portés par l'entrepreneur à l'acte d'engagement s'entendent pour l'exécution de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

Il est établi sans restriction ni réserve d'aucune sorte, il comprend toutes fournitures, locations, déplacements, frais généraux, que le titulaire est susceptible d'engager lors de l'exécution des prestations, et il est réputé également assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfices.

Il prend également en compte les dépenses communes de chantier.

Le contenu des prix résulte également de l'application des principes suivants :

- Le prix est établi sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent aux documents de consultation, dans leur ordre de priorité, sans caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces.
- Les détails et prestations annexes nécessaires à une parfaite finition ne sont pas nécessairement décrits ou mentionnés dans les documents du marché. L'entrepreneur est donc réputé avoir prévu lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix, toutes les modifications et adjonctions mineures éventuellement nécessaires pour l'usage auquel les ouvrages sont destinés.
- L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux avant la remise de son offre, et de toutes difficultés relatives aux accès et/ou aux conditions d'exécution spécifiques au site.
- L'entrepreneur est réputé avoir établi son prix sur ses propres estimations quantitatives, et en avoir tenu compte pour l'élaboration de son offre. Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante des aléas que le maître d'ouvrage ne pourra prendre en compte.
- Le prix tient compte de toutes dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), jusqu'à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.
- Le prix tient compte de toutes dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur.

2.1-3. Variation des prix

Les prix sont révisibles pour toute la durée du marché.

La révision se fera mensuellement sur la base de la date de début d'exécution des prestations.

Le coefficient d'actualisation des prix est obtenu par l'application de la formule suivante :

Lots	Formule	Index
1	$C = 0,15 + 0,85 (A/A_0)$	A = BT50 Rénovation-entretien tous corps d'état Identifiant 001710982
2		A = EV1 travaux de végétalisation Identifiant 001711014

A = valeur des indices au mois d'exécution.

A₀ = valeur de ces mêmes indices au mois M₀.

Index bâtiment (BT) et espaces verts (EV) base 2010, disponibles sur le site de l'INSEE :
<https://www.insee.fr>

Le coefficient est arrondi au 1/1000^e supérieur.

2.1-4. Prix nouveaux

Pour la régularisation par voie d'avenant des prix nouveaux prévue à l'article 13.5 du C.C.A.G.-Travaux, les prix nouveaux (PN) seront ramenés aux conditions économiques du mois d'établissement des prix du marché (mois zéro) par la formule suivante :

$$PN = \frac{\text{prix du devis} \times \text{index BT du mois zéro}}{\text{index du mois d'établissement du devis}}$$

2.2- Modalités de règlement

2.2-1. Avance

Sauf refus du titulaire ou du sous-traitant, les dispositions ci-après s'appliquent.

Lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Il est fait application de l'option A de l'article 10.1 du C.C.A.G. Travaux.

Le taux de l'avance est de 5 %. Ce taux est de 20 % si l'entreprise est une TPE/PME au sens de l'article R. 2151 13 du code de la commande publique.

La résorption de l'avance s'effectuera selon les modalités ci-après.

Le remboursement de cette avance s'effectuera au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché selon la formule suivante :

$$\text{Montant de la résorption} = \frac{\text{Montant de l'avance} \times (\% \text{ avancement des prestations} - 65)}{0,15}$$

En cas de sous-traitance acceptée postérieurement au versement de l'avance au titulaire, le remboursement par le titulaire de la fraction de l'avance correspondant aux prestations sous traitées s'impute sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial.

Le remboursement complet de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par l'entreprise atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées.

2.2-2. Garanties financières

Il est prévu une retenue de garantie de 3 % sur le montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des modifications en cours d'exécution.

Cette retenue pourra être remplacée par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire.

Les modalités d'application de cette retenue ainsi que celle de son remboursement sont définies aux articles R. 2191-32 à R. 2191-42 du Code de la commande publique.

2.2-3. Répartition des paiements

2.2-4.1. En cas de groupement

Conformément à l'article 12.5 du CCAG-travaux, en cas de groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au maître d'ouvrage les demandes de paiement qui sont décomposées en autant de partie qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.

Il est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, les entreprises cotraitantes peuvent demander à l'article 4 de l'acte d'engagement le paiement sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou à celui du mandataire.

2.2-4.2. *En cas de sous-traitance*

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, doit déposer sa demande de paiement qui est soumise à validation du titulaire. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus. Passé ce délai la demande de paiement sera adressée automatiquement au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance indirecte, le sous-traitant de premier rang doit fournir une caution personnelle et solidaire. La maîtrise d'ouvrage ne signera pas de subrogation de paiement.

2.2-4. Demandes de paiement mensuelles

2.2-4.1. *Contenu de la demande de paiement*

Le contenu de la demande de paiement doit être conforme aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG-travaux.

L'adresse de facturation inscrite sur les demandes de paiement est **obligatoirement** :

ONaCVG/Agence Comptable (SFACT)
Hôtel National des Invalides
129 rue de Grenelle - Escalier B
75700 PARIS CEDEX 07
Courriel sfact@onacvg.fr

2.2-4.2. *Remise de la demande de paiement*

Ces demandes de paiement (factures) sont adressées **uniquement par voie dématérialisée** par la passerelle **CHORUS PRO** (dépôt dans l'espace "Factures de travaux" de la solution) en utilisant le **code SIRET** de l'ONaCVG 180 007 015 00019 ainsi que le **n° d'engagement (EJ)** fourni lors de la notification.

Le titulaire/mandataire choisit le cadre de facturation A4 (projet de décompte mensuel) ou A7 (projet de décompte final) et complète, pour le maître d'œuvre, le numéro de SIRET de l'ONaCVG.

En cas de sous-traitance ou cotraitance, les titulaires/mandataires doivent ajouter l'espace « factures à valider » à leur « structure » dans Chorus Pro.

Le sous-traitant choisit le cadre de facturation A10 (demande de paiement dans le cadre de marchés de travaux) et complète également le numéro de SIRET du titulaire, et celui de l'ONaCVG pour le maître d'œuvre.

Le cotraitant choisit le cadre de facturation A13 (projet de décompte mensuel) ou A14 (projet de décompte final) et complète le numéro de SIRET du mandataire et, pour le maître d'œuvre, celui de l'ONaCVG.

2.2-5. Acomptes mensuels

Par dérogation à l'article 12.2.2 du C.C.A.G.-Travaux, l'établissement procède directement au règlement des sommes qu'elle admet, sans notification de l'état d'acompte au titulaire.

L'état d'acompte mensuel est transmis via CHORUS PRO.

2.2-6. Demande de paiement finale

Les dispositions de l'article 12.3.1 du C.C.A.G.-Travaux sont appliquées.

Par dérogation aux articles 12.3.2 à 12.3.4 du C.C.A.G.-Travaux, les stipulations suivantes sont appliquées :

1) Le projet de décompte final, est déposé dans un délai de **trente jours** à compter de la date de notification de réception sans réserve ou de décision de levée de réserve s'il est fait application de l'article 41.4, 41.5 et 41.6 du C.C.A.G.-Travaux.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure de la maîtrise d'ouvrage restée sans effet dans un délai de quinze jours, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire pour un montant forfaitaire de 200 €.

Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général tel que défini au 2.2-7 ci-dessous.

2) Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Dans le projet de décompte final, le titulaire doit récapituler les réserves qu'il a émises et qui n'ont pas été levées, sous peine de les voir abandonnées.

3) Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre.

2.2-7. Décompte général – solde

Par dérogation à l'article 12.4 du C.C.A.G. – Travaux, les stipulations suivantes sont appliquées :

1) Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 du C.C.A.G.-Travaux pour les acomptes mensuels ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

2) Le projet de décompte général validé ou modifié est signé par le maître d'ouvrage et devient alors le décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général trente jours après la date de réception du projet de décompte final.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation. Cette mention n'est pas nécessairement chiffrée et est sans incidence sur les éléments composant le décompte général.

3) À compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, selon les modalités fixées au 4/ ci-dessous ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

4) Dans un délai de trente jours compté à partir de la notification du décompte général, le titulaire renvoie au maître d'ouvrage, le décompte général revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant du pouvoir adjudicateur règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du C.C.A.G.-Travaux.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

5) Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage, dans le délai de trente jours, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 55.1.1 du C.C.A.G.-Travaux, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

2.2-8. Mode de règlement

2.2-9.1. Délai de paiement

Le délai de paiement des travaux est de 30 jours maximum à compter :

1. **pour l'avance** : de la notification de l'ordre de service de démarrage.
2. **pour les acomptes** : de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.
3. **pour le solde** : de la date de réception du décompte général et définitif.

2.2-9.2. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

Il est fait application des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Article 3 – Délais – Pénalités

3.1- Délais

3.2-1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution global de l'ensemble des lots et de chacune des tranches partent, pour la tranche ferme, à compter de la date fixée dans l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation et pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par la décision de leur affermisement.

Tranche	Délai d'exécution
Ferme	2,5 mois (dont 1 mois de préparation)
Optionnelle 1	2 mois
Optionnelle 2	1 mois
Optionnelle 3	1 mois
Optionnelle 4	1 mois
Optionnelle 5	1 mois

Ce délai comprend la période de préparation définie à l'article 4.3 du présent C.C.A.P. et le délai d'exécution des travaux y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

3.2-.2. Prolongation des délais

Les modalités de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues à l'article 18.2 du C.C.A.G.-Travaux.

Modification du délai pour intempéries

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires (pluie, neige, vent et gel) ou relatives au respect des règles de l'art en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés.

Ces phénomènes seront confirmés à l'appui des renseignements donnés par la station de météorologie nationale la plus proche.

Pour permettre la constatation des phénomènes naturels, ceux-ci devront dépasser les intensités suivantes (liste non exhaustive) :

ÉVÉNEMENTS	TRAVAUX CONCERNÉS
<u>Pluie</u> : Si entre 6h et 18h, il est tombé plus de 15 mm d'eau par mètre carré	Terrassements, fondations, gros œuvre, étanchéité, couverture, peinture extérieure, façades, dallages, enduits extérieurs
<u>Gel</u> : Si la température extérieure est inférieure à – 10°C à 7h	Terrassements.
<u>Gel</u> : Si la température extérieure est inférieure à –5°C à 7h et l'est encore à 18h	Gros œuvre, fondations, VRD, menuiseries extérieures, peintures et enduits extérieurs
<u>Gel</u> : Si la température extérieure est inférieure à –5°C à 7h et est encore inférieure à –2°C à 10h	Gros œuvre, fondations, plomberie, canalisations, menuiseries extérieures, peintures et enduits extérieurs.
<u>Neige</u> : À partir de 50 mm à 12h ou 2 heures en chute continue	Terrassements, fondations, gros œuvre, étanchéité, couverture, peinture extérieure, façades, dallages, enduits extérieurs

<u>Température extérieure supérieure à 35°C à 10h</u>	Couvertures, façades, enduits
<u>Température extérieure inférieure à 5°C et 3°C</u>	Respectivement enduits à la chaux et enduits ciment

La durée de chaque arrêt est débattue entre le maître d'œuvre, le titulaire et le coordonnateur SPS et les décisions prises sont consignées sur le compte-rendu de réunion de chantier qui suit l'événement. Chacune de ces consignations, quelle qu'en soit la forme, fait apparaître le cumul des jours ouvrables pendant lesquels les travaux ont été arrêtés depuis l'ouverture du chantier, ainsi que les conséquences de ces arrêts sur le calendrier contractuel.

Si le maître d'œuvre conteste les raisons invoquées par le titulaire pour arrêter les travaux, il lui enjoint de les reprendre par ordre de service.

3.2- Pénalités

3.2.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G.-Travaux, la formule utilisée pour leur calcul est, pour les pénalités ci-dessous :

- Non-respect des délais d'exécution

En cas de retard dans l'exécution des travaux, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 50€ par tranche considérée et par jour calendaire de retard sera appliquée.

- Retard dans la remise de documents ou échantillons en cours de chantier :

En cas de retard dans la remise de documents ou d'échantillons en cours de chantier ou période de préparation (PPSPS, plan de retrait, plans de réservations, détails de fabrication et de pose, plan de préfabrication, notices et avis techniques, notes de calculs, échantillons, SOGED, BSD, etc.) une pénalité forfaitaire de 50€ par tranche considérée et par jour calendaire de retard sera appliquée.

- Retard dans la levée des réserves :

En cas de retard dans la levée des réserves émises dans le procès-verbal de réception, une pénalité forfaitaire de 50€ par tranche considérée et par jour calendaire de retard sera appliquée.

- Retard dans la remise de tout document administratif ou information

En cas de retard dans la remise de tout document ou information administratif (attestation d'assurance, déclaration de sous-traitant, pièces exigées par le Code du travail, documents fiscaux et sociaux, liste nominative des salariés étrangers, désignation des représentants, modification affectant le titulaire ou les cotraitants, etc.) une pénalité fixée à 30 € par jour de retard et par document ou information.

3.2.2. Exonération des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité.

3.2.3. Plafonnement des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.2, le montant cumulé des pénalités de retard n'est pas plafonné.

3.2-.4. Condition d'application des pénalités de retard

L'application des pénalités de retard fait préalablement l'objet d'une procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du C.C.A.G.-Travaux.

3.2-.5. Autres pénalités

- Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

En application de l'article 20.2 du CCAG-Travaux, en cas de non-respect de ses obligations environnementales, le titulaire s'expose à une pénalité de 100 € par manquement.

- Vigilance en matière d'hébergement

En cas d'application des dispositions de l'article L. 4231-1 du Code du travail 2° alinéa, il sera appliqué au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à la totalité des frais engagés par l'ONaCVG pour satisfaire à cette disposition, majorée de 5 %.

- En matière de lutte contre le travail dissimulé

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à l'injonction de régulariser sa situation dans ce domaine dans un délai de 15 jours, l'ONaCVG peut :

- appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites prévues par les textes,
- résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

- En matière de lutte contre la sous-traitance occulte

Au cas où il est constaté une sous-traitance non déclarée sur le chantier, l'ONaCVG peut appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1 500 € par sous-traitant non déclaré, dans les limites prévues par les textes.

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à l'injonction de régulariser sa situation dans ce domaine dans un délai de quinze (15) jours, l'ONaCVG peut :

- appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire supplémentaire de 1 500 € par sous-traitant non déclaré, dans les limites prévues par les textes,
- résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

- Port de la carte d'identité professionnelle

Toute absence constatée dans le port de la carte d'identité professionnelle sécurisée (carte BTP) fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 100 € par constat.

- Absence aux réunions de chantier

Toute absence constatée à une réunion de chantier fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 30 €.

- Évacuation des déchets

En cas de non enlèvement des déchets, une pénalité forfaitaire de 300 € sera appliquée. Les déchets seront alors enlevés aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à l'article 37.2 du C.C.A.G.-Travaux.

- Respect des consignes de sécurité

En cas de non-respect des consignes de sécurité, une pénalité forfaitaire de 300 € par manquement sera appliquée.

3.2-6. Recouvrement des pénalités

Le montant des pénalités sera calculé et prélevé par précompte sur les acomptes ou par émission d'un titre d'ordre de recouvrer lorsque le reliquat du marché est insuffisant.

Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont le retard ou la non réalisation donne lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

3.3- Retenues

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents (DOE complet) à fournir après exécution par le titulaire, conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux et tel que complété à l'article 4.8 du présent C.C.A.P., une retenue provisoire égale à 2 % de l'ensemble du marché sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au titulaire.

Article 4 – Réalisation des ouvrages

4.1- Clause environnementale

Le titulaire est soumis au respect d'obligations environnementales selon les dispositions de l'article 20.2 du C.C.A.G.-Travaux, dans les conditions suivantes :

Les enjeux environnementaux sont pris en compte dans les exigences techniques décrites dans le C.C.T.P.

En cas de non-respect de cette obligation, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 3.2-4 supra.

4.2- Caractéristiques des matériaux et produits

4.2-1. Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par les C.C.T.P.

4.2-2. Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les C.C.T.P. fixent les essais et épreuves spécifiques exigibles.

4.3- Préparation et coordination des travaux

4.3-1. Période de préparation – programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G.-Travaux, il est fixé une période de préparation – comprise dans le délai d'exécution des travaux – d'une durée de 1 mois à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant son démarrage.

Le maître d'œuvre a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution des travaux.

Pendant la période de préparation, le titulaire accomplit les tâches suivantes et produit les documents ci-après.

L'ordre de service prescrivant son démarrage pourra compléter cette liste :

- Participer à l'élaboration du calendrier détaillé d'exécution
- Produire le plan des installations de chantier (PIC) et ouvrages provisoires
- L'installation de la base vie
- Désigner les membres du titulaire / des cotraitants / des sous-traitants qui participeront au CISSCT
- Effectuer la VIC
- PPSPS
- DC4
- Faire les demandes de voiries éventuelles pour occuper une partie de l'espace public lors des travaux
- Établir ses documents d'exécution
- Fournir les attestations d'assurances obligatoires
- Installer le panneau d'affichage
- Préciser les effectifs prévus

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, défini à l'article 4.4.2 ci-dessous, Maître d'ouvrage et titulaire(s) doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- le maître d'ouvrage a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune à laquelle participe le ou les titulaires ;
- le ou les titulaire(s) participe(nt) à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail ;
- le ou les titulaire(s) analyse(nt) les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- le ou les titulaire(s) élabore(nt), conjointement avec le maître d'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris tous les membres du groupement et les sous-traitants).

Un programme d'exécution des travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

4.3-2. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé n'est à prévoir pour cette opération. Cependant, elle fait l'objet d'un plan de prévention au sens des dispositions des articles R. 4512-6 à R. 4512-12 du Code du travail.

Principes généraux

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prend l'ensemble des entreprises intervenant dans l'opération. Chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

Obligations du Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage a l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise et possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

Obligations du titulaire

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux. Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections.

Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions des articles R. 4214-26 à R. 4214-28 du Code du travail sur l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés.

4.3-3. Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

4.4- Études d'exécution

Le maître d'œuvre est en charge de la mission VISA, le titulaire du marché de travaux est chargé des études d'exécution et des études de synthèse.

Par le visa, le maître d'œuvre vérifiera :

- La conformité aux hypothèses du marché de travaux :
 - Charges,
 - Performances et descriptions fonctionnelles des ouvrages,
 - Méthodes de calcul.
- Le respect des règles de l'Art (Règlements, normes et DTU).
- La conformité aux enveloppes (et/ou volumes utiles) définies par le marché de travaux.
- La conformité aux caractéristiques et spécifications des matériaux, matériels et système du marché de travaux.
- La conformité des modes de fonctionnement des équipements techniques.
- Que l'entreprise a bien effectué les calculs nécessaires au dimensionnement et qu'elle en a tenu compte dans l'établissement de ses plans.
- Que ces calculs ont été effectués selon un processus correct et agréé et que les ordres de grandeur des résultats ne sont pas erronés.
- La conformité à toutes autres prescriptions et spécifications du marché de travaux, par exemple en matière de phasage de travaux, etc.

4.5- Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

4.6- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

4.6-1. Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité

Par dérogation à l'article 36.2.1, le SOGED a été fourni par le titulaire dans l'offre. Il devra être complété par les éléments ordonnés pendant la période de préparation par le maître d'œuvre.

4.6-2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément à l'article 18.1.1 du C.C.A.G.-Travaux, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution. Ils sont à la charge du titulaire.

4.6-3. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Conformément à l'article 38 1^{er} alinéa du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire doit procéder à sa charge, à tous les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux, qu'il juge nécessaire.

4.7- Documents fournis après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux et à l'article 2.2 du C.C.T.P. selon les délais et modalités du même article du C.C.A.G.-Travaux.

Le défaut de remise de ces documents entraîne l'application d'une retenue dans les conditions fixées à l'article 3.3 du présent C.C.A.P.

Le DOE est fourni :

- en format numérique au format .pdf, par mél ou sur clé USB. Les plans devront aussi être au format .dwg ou .dxf.
- en format papier : en 2 exemplaires

Article 5 – Réception et garanties

Par dérogation à l'article 41.1 du C.C.A.G.-Travaux, c'est le maître d'ouvrage qui prend l'initiative de provoquer les Opérations Préalables à la Réception. Les autres dispositions de l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent.

En application de l'article 42 du C.C.A.G. – Travaux, des réceptions partielles seront effectuées à l'issue de la réalisation de chaque tranche affermie.

L'intégralité des risques découlant de la garde des ouvrages jusqu'à la date d'effet est assumée solidairement par l'ensemble des entrepreneurs.

Pour le lot 2, les opérations préalables à la réception incluent :

- a. Le constat de la réalisation des prestations.
- b. Le constat de reprise et de conformité variétale.

La réception est prononcée après les opérations préalables à la réception, assortie de réserves, si la période de l'année n'a pas permis d'effectuer le constat de reprise et de conformité variétale avant la réception. Ces réserves sont levées dès l'exécution concluante de ces constats.

5.1- Garantie - durée

5.1-1. Garantie de parfait achèvement

Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement.

La garantie débute à la date d'effet de la réception des travaux.

Conformément à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux, la durée de garantie de parfait achèvement est d'un an et sera exécutée dans les conditions qui y sont prévues.

5.1-2. Garantie des végétaux

Le titulaire du lot n° 2 doit tous les travaux de finalisation, tels que définis à l'article J.28 du fascicule 35 du CCAG – Travaux.

A ce titre, il est tenu d'effectuer tous les travaux d'entretien prévus à l'article 4.4 du C.C.T.P. du lot 2.

La garantie des végétaux débute à la date d'effet de la réception des travaux, pour une période d'un an.

5.1-3. Garanties particulières

L'entrepreneur a, à l'égard du maître d'ouvrage, même après réception et paiement des travaux, la responsabilité pécuniaire des dommages aux personnes et aux biens causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Article 6 – Réexamen - Résiliation du marché

6.1- Clause de réexamen

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'utiliser les dispositions des articles R. 2122-7, R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique et de l'article 54 du C.C.A.G.-Travaux pour :

- modifier des prestations prévues initialement,
- ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation de du marché,
- pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché initial,
- en cas de circonstances exceptionnelles.

6.2- Résiliation

Les stipulations des articles 49 à 52 du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables, complété comme suit :

Lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 3 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter au pouvoir adjudicateur toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Le titulaire doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de deux mois compté à partir de la notification de la décision de résiliation.

Articles 7 – Différends

Il est fait application de l'article 55 du C.C.A.G.-Travaux.

Article 8 – Dérogations au CCAG-Travaux

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du C.C.A.P. qui dérogent	Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé
Article 1.1.4	Article 18.1.1
Article 1.2	Article 3.4.1
Article 1.3	Article 4.1
Article 2.2	Articles 12.2.2, 2.3.2 à 12.3.4 et 12.4
Article 3.2	Articles 19.2.1 à 19.2.3
Article 4.3.1	Article 28.1
Article 4.5	Article 29.1.5
Article 4.6.1	Article 36.2.1
Article 5.1	Article 41.1